



Fédération Syndicale Européenne des Services
Publics (FSESP)
rue Royale, 45
1000 Bruxelles
Tél. : 32 2 250 10 80
Fax : 32 2 250 10 99
E-mail : epsu@epsu.org
Site web: www.epsu.org

**Livre vert de l'Union européenne :
Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable
COM(2006)105 final, 8 mars 2006
POSITION DE LA FSESP**

Adopté par le Comité Exécutif de la FSESP, 20 & 21 Novembre 2006

Introduction

La Commission européenne a publié un Livre vert intitulé *Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable* (8 mars 2006).

La Fédération syndicale européenne des Services publics (FSESP) est heureuse de pouvoir formuler ses commentaires sur ce document. **La consultation a un intérêt limité** du fait que le Conseil s'exprime déjà et approuve ses dispositions de base.¹

Nos membres sont conscients de l'importance de la sécurité et de la pérennité de l'approvisionnement énergétique et de la nécessité de technologies énergétiques propres et exemptes de carbone pour toute l'économie de l'Union européenne.

Ils sont moins convaincus de l'enthousiasme que devrait susciter un marché européen de l'énergie concurrentiel et libéralisé, l'expérience ayant montré jusqu'à présent qu'il ne pourrait qu'avoir une incidence négative sur l'emploi, les prix et la sécurité. **La FSESP prône le développement d'une Europe des citoyens fondée sur la solidarité, l'égalité et un développement social, économique et environnemental durable. Nous sommes favorables à une Stratégie européenne de la sécurité et de l'énergie qui englobe tous ces éléments.**

La FSESP se félicite du débat sur la Politique européenne de l'énergie. Les États membres devraient se demander quelles autres compétences seraient nécessaires à l'Union européenne pour pouvoir tenir un rôle dans des enceintes telles que le G-8, l'AIE (Agence internationale de l'énergie), l'OPEP, etc. Le débat devrait aussi définir les compétences de l'Union européenne et celles des États membres. Elles portent sur le choix du bouquet énergétique, l'organisation de l'offre d'énergie et des services énergétiques et les questions d'accès aux réseaux. **Une question fondamentale est celle d'un contrôle démocratique efficace** qui permette aux citoyens d'influencer les décisions.

L'absence totale de dimension sociale est décevante. L'analyse stratégique de la politique énergétique devrait comporter une dimension sociale qui entérine les droits des syndicats et des travailleurs, l'accent étant mis sur la qualité et la formation. La politique énergétique européenne doit favoriser la sécurité du lieu de travail et l'élaboration en participation d'une stratégie pour un approvisionnement énergétique sûr et durable.

La FSESP déplore que le Livre vert ne considère pas la fourniture d'électricité et de gaz comme des services publics essentiels.

¹ L'expérience retirée de précédentes consultations ne fut pas positive. Beaucoup de contributions n'ont pas été prises en considération. Voir la Position de la FSESP sur le Livre vert de 2000 : <http://www.epsu.org/IMG/doc/EUgreen.doc>

Il faudrait que les résultats du débat soient largement diffusés et la Commission doit être prête à revoir sa position dans les cas où des propositions du Livre vert rencontrent une vive opposition. Un domaine dans lequel une analyse critique s'impose est celui du Marché intérieur de l'électricité et du gaz, qui ne constitue **pas** la pierre angulaire d'une politique cohérente mettant **au premier plan la solidarité, le contrôle démocratique, l'égalité et un développement social, économique et environnemental durable.**

Marché intérieur

La FSESP ne souscrit pas à l'hypothèse avancée dans le Livre vert et suivant laquelle le marché intérieur de l'électricité et du gaz garantit la sécurité et la pérennité d'un approvisionnement en énergie abordable et aide l'Union européenne à remplir les obligations contractées dans le cadre du Protocole de Kyoto. En fait, l'Union européenne et le reste du monde doivent aller beaucoup plus loin que les objectifs de Kyoto si on veut éviter le chaos climatique. Ce rapport est davantage empreint d'espérance que de réalité; il table beaucoup sur une coordination et une coopération européennes contraires à l'essence même d'un marché concurrentiel.

La FSESP conteste le postulat qui veut que la sécurité et la pérennité ne soient concevables que dans un marché qualifié de réellement concurrentiel mais que, soit dit en passant, le Livre vert s'abstient de définir. **La Commission a laissé passer une occasion d'aborder le marché intérieur de l'électricité et du gaz d'un œil critique.**

La Commission européenne ne dit rien de l'issue prévisible² de la libéralisation : davantage de concentration. Elle ne parle pas des fusions et acquisitions. Pour sa part, la FSESP propose quelques contrepoids à la puissance des grandes entreprises :

- La démocratie sur le lieu de travail et de meilleurs droits à l'information et la consultation
- La démocratie externe, la transparence et l'ouverture
- La réglementation et le contrôle public pour empêcher les excès. La participation des parties prenantes

En d'autres occasions, la FSESP a démontré que le marché libéralisé de l'électricité et du gaz ne donne pas les résultats escomptés et que son échec est maintenant largement avéré. Nous n'allons pas énumérer une fois encore tous les problèmes qu'il pose et renvoyons à une série de rapports publiés par le Professeur Steve Thomas (PSIRU, Université de Greenwich).³ **Le bilan du marché intérieur n'est pas bon, en particulier lorsqu'il s'agit des décisions d'investissement.**

Le manque d'investissement dans les réseaux, et dans la production en particulier, est une constante en Europe. Et c'est logique. Ici non plus, nous n'allons pas répéter notre argumentation et nous renvoyons le lecteur aux études disponibles à l'adresse www.epsu.org/a/1465. Mais on notera surtout **le manque d'investissement dans du personnel qualifié** qu'ont constaté les partenaires sociaux de l'industrie européenne de l'électricité et que reconnaissent aussi le gouvernement britannique ainsi que la déclaration sur l'énergie du dernier G-8 (St-Petersbourg, juillet 2006).

La Commission européenne souligne la nécessité d'investir dans les réseaux et la production. Mais la Commission refuse d'admettre que **les signaux donnés par les prix**

² S'agissant des prévisions de la FSESP, voir *Ère nouvelle ou ère de l'obscurantisme ?*, février 1999, <http://www.epsu.org/a/1844>, ainsi que la contribution de la FSESP au Rapport d'étape sur le marché intérieur de 2000 : <http://www.epsu.org/a/118>

³ Ses rapports sur l'évaluation du marché intérieur, l'évolution de l'emploi et des prix sont disponibles à l'adresse www.epsu.org/a/1465.

arriveront **trop tard** et qu'aucune capacité nouvelle ne sera prête quand on en aura besoin. **Un problème grave se pose au niveau de la sécurité d'approvisionnement. Mais aussi un sérieux problème de crédibilité parce qu'on avait promis une baisse des prix aux citoyens** qui s'entendent maintenant dire que les prix vont devoir augmenter.

Pas de nouvelles mesures – pas de dégroupage – pas de modèle unique adapté à toutes les situations

La FSESP a défendu l'argument (dans sa Position sur le marché intérieur de novembre 2005) qu'avant de prendre de nouvelles mesures, il fallait mettre en application les directives qui ont été adoptées. Nous ne voyons pas la nécessité de mesures qui aillent plus loin encore, ce qui veut certainement dire jusqu'à la séparation totale de la propriété. Celle-ci aurait une incidence directe sur la structure du secteur de l'énergie qui constitue l'aboutissement d'une évolution historique. Il ne faut pas essayer d'appliquer un modèle uniformisé à toutes les situations. Nous nous attendons à ce que la séparation totale de la propriété, dans la distribution notamment, ait des répercussions négatives, en particulier sur les entreprises municipales, et entraîne une nouvelle vague de concentrations. Les régulateurs se sont montrés incapables d'empêcher les abus.

Clause dérogatoire et tests

La FSESP réclame des exceptions qui permettent aux gouvernements de prendre des mesures en cas de défaillance du marché intérieur. **Les nouvelles mesures qui seraient éventuellement prises devraient être soumises à une série de tests avant d'être mises en œuvre.** Ces tests figurent en annexe.

La FSESP conteste le marché intérieur de l'électricité et du gaz parce que celui-ci a une incidence négative sur la sécurité d'approvisionnement et le développement durable. Le marché intérieur ne stimule pas l'investissement ou, s'il le fait, ce sera au mauvais moment et dans des technologies inappropriées.

Le marché intérieur n'est pas un produit d'exportation

La FSESP est persuadée qu'il est illusoire de croire que 25 pays vont réaliser d'un coup que leur intérêt réside dans une stratégie qui va affaiblir leur emprise sur la politique énergétique nationale et sur un service public essentiel. La FSESP est persuadée qu'il a été suffisamment démontré que le marché est incapable de résister à l'instabilité et à la volatilité. **La FSESP rejette la proposition de la Commission et du Conseil consistant à faire du marché intérieur un produit d'exportation** et à l'étendre aux pays limitrophes de l'Union européenne. On n'exporte pas un produit défectueux.

Un Régulateur européen limité à des tâches bien définies et sous contrôle démocratique

La Commission européenne propose de créer un **Organe européen de régulation de l'énergie**. La FSESP est consciente de la nécessité d'une meilleure coordination d'un marché intérieur dans lequel s'effectuent des échanges transfrontaliers d'électricité et de gaz. **Dans l'état actuel des choses, la FSESP n'est pas favorable à ce régulateur dont les tâches ne sont pas définies et pour lequel aucun contrôle démocratique n'est prévu.** Si ce régulateur devait voir le jour, il faudrait que le Parlement européen le contrôle et définisse son mandat. Sa gestion journalière devrait être supervisée par un Conseil dans lequel siègeraient des représentants des partenaires sociaux, de groupements sociaux et environnementaux et de municipalités.

Une des missions essentielles du régulateur devrait consister à contrôler la qualité. Dans un premier temps, il y aurait lieu de rendre les organes de régulation de l'électricité et du gaz plus transparents. **Il faudrait mettre en place, aux échelons national et européen, des conseils consultatifs dans lesquels siègeraient les partenaires sociaux ainsi que d'autres groupes sociaux.** La mission des régulateurs devrait aussi porter sur le suivi du passage à une économie à faible émission de carbone, de l'emploi et la qualité du personnel et du bien-être des citoyens.

Réseaux transeuropéens – chaque pays doit avoir une capacité de production suffisante

La Commission européenne propose aussi **un plan appelant à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens.** La FSESP est sceptique quant à un accroissement des capacités transfrontalières dans le seul but, dogmatique, de construire un marché. Ces réseaux ont un coût pour l'environnement et pour l'utilisateur et on a toute raison de craindre que les coûts soient collectivisés tandis que les profits n'iront qu'à quelques-uns. **La FSESP voudrait que chaque pays ait une capacité de production suffisante, avec une marge de réserve adéquate.**

La FSESP est favorable à une coopération entre États membres en cas de problèmes d'approvisionnement ou de dégâts aux infrastructures causés par des inondations ou des tempêtes, par exemple. **Les régulateurs ont pour mission d'arrêter les normes d'intervention (y compris pour le matériel et le personnel) pour les cas de force majeure ou les catastrophes naturelles.**

La Commission propose de créer un **Observatoire européen de l'approvisionnement énergétique.** La FSESP se félicite d'une telle initiative, qu'il s'agisse d'un observatoire ou d'une agence. Son mandat devrait consister avant tout à contribuer à la sécurité de l'approvisionnement et au développement durable. Cet observatoire pourrait avoir un rôle de surveillance en matière d'obligations de service public et de pauvreté énergétique, en particulier en l'absence d'un Observatoire européen des services d'intérêt général. Si un tel Observatoire de l'énergie devait voir le jour, et être investi notamment d'une fonction de surveillance à long terme, il devra aussi être chargé de stimuler l'emploi dans ces secteurs en formulant des prévisions sur les catégories d'emplois qui seront nécessaires et celles où surviendront des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Le Conseil de l'Observatoire et, éventuellement, des Conseils consultatifs, devraient compter parmi leurs membres des représentants des partenaires sociaux européens.

Centre européen pour les réseaux énergétiques – améliorer la fiabilité

La FSESP est favorable à la création d'un Centre européen pour les réseaux énergétiques qui aura pour fonction d'améliorer la fiabilité, tout comme le code de réseau européen proposé par la Commission. Nous avons demandé un renforcement des normes de fiabilité, surtout dans le cadre du marché intérieur. Si les États membres doivent dépendre plus étroitement l'un de l'autre, les normes de fiabilité doivent être redéfinies et améliorées.

Le Parlement européen doit avoir un rôle prépondérant s'agissant de la définition des tâches de toutes ces nouvelles institutions et de leur surveillance.

Une diversification du bouquet énergétique respectueuse du climat

Une manière de promouvoir une diversification des approvisionnements en énergie qui préserve le climat serait, comme le suggère le Livre vert, de prendre pour objectif une

proportion minimum de sources d'énergie sûres et à faible teneur en carbone dans le bouquet énergétique global de l'Union européenne. **La FSESP est convaincue qu'il devrait s'agir là d'un objectif officiel ferme.**

Le Livre vert expose le problème d'une demande en hausse, de difficultés d'approvisionnement et d'une hausse des cours du carburant et des matières premières. Cependant, il semble que l'Union européenne n'ait **pas de stratégie claire** pour réagir à l'impact sur les ménages et l'industrie, si ce n'est de faire confiance au marché qui est supposé garantir la stabilité et la pérennité.

Des investissements publics massifs – innovation et nouvelles technologies

La FSESP exhorte la Commission à donner une place prépondérante à l'investissement public dans les technologies non basées sur le carbone et à bon rendement énergétique. La FSESP est convaincue qu'un investissement public substantiel s'impose pour porter à l'échelle commerciale des technologies actuellement moins rentables, telles que les énergies éolienne, houlomotrice et marémotrice. La priorité doit aller à l'investissement dans le rendement énergétique.

L'Union européenne doit devenir le leader mondial du développement de ces technologies, grâce à un nouveau partenariat social européen sur la politique énergétique et le changement climatique associant les employeurs et les syndicats. Au stade actuel, le marché intérieur a un impact négatif sur les ressources que les entreprises consacrent à la R&D.

Analyse stratégique de la politique énergétique :

- *Doit comporter une dimension sociale*
- *Le bouquet énergétique est une question relevant des États membres*

La FSESP fait sien l'argument du Livre vert suivant lequel l'analyse stratégique de la politique énergétique de l'UE offrirait un cadre européen clair pour les décisions nationales en matière de bouquet énergétique. Savoir qui décidera des énergies à utiliser doit rester une compétence nationale. Un contrôle démocratique direct s'impose. La FSESP est hostile aux structures qui enlèvent des prérogatives aux collectivités locales.

Nous ne sommes pas en mesure de nous passer des combustibles fossiles pour la production d'électricité. Le charbon est une source d'énergie d'importance majeure et on dispose de la technologie nécessaire pour rationaliser son utilisation et réduire les émissions de carbone des centrales thermiques.

La FSESP convient que le charbon et le lignite doivent faire partie du bouquet énergétique de l'Union européenne et que la poursuite de leur utilisation doit être soumise à la condition que les émissions des centrales thermiques soient considérablement réduites et faire appel aux technologies les plus modernes existantes. Les nouvelles technologies doivent bénéficier de subventions et d'une politique publique déterminée. Nous ne pouvons faire dépendre le développement de l'énergie issue du charbon des progrès de technologies qui n'existent pas encore.

Le Livre vert ne parle pas de la cogénération, qui a pourtant un rôle important si nous voulons utiliser plus efficacement le charbon et, de la sorte, atténuer son impact sur l'environnement et le changement climatique. La Commission devrait insister sur la cogénération.⁴

⁴ Position de la FSESP sur la cogénération : <http://www.epsu.org/a/82>

Une analyse devrait s'accompagner d'un débat objectif et transparent sur le rôle futur de l'énergie nucléaire. Dans de nombreux pays de l'Union européenne, le nucléaire représentera une part importante du bouquet énergétique. S'agissant de l'énergie nucléaire, la FSESP a des réserves s'agissant des craintes que suscitent les déchets nucléaires et la sûreté nucléaire. La FSESP réclame une meilleure protection des travailleurs, des règles strictes en matière de sûreté et de traitement des déchets et des mécanismes de vérification rigoureux. Nous avons aussi attiré l'attention sur les problèmes de qualifications que peut engendrer la sortie progressive du nucléaire. Nous avons aussi besoin d'ingénieurs nucléaires qualifiés pour les activités liées aux déchets nucléaires et au démantèlement des centrales.⁵

Cette analyse doit permettre de démontrer dans quelle mesure les marchés libéralisés répondent aux différents critères. La FSESP estime que l'investissement dans le rendement énergétique, le piégeage et le stockage du carbone et les énergies renouvelables doit avoir la priorité. La Commission européenne doit aussi **assortir l'Analyse stratégique de la politique énergétique d'une dimension sociale.** Cette analyse doit aussi déterminer quel sera l'impact des différentes évolutions sur :

- L'emploi dans les secteurs de l'énergie ainsi que dans l'économie en général
 - o La Commission européenne doit promouvoir les politiques qui optimisent l'emploi et contribuent au développement durable, comme les énergies renouvelables, la cogénération, mais aussi la rénovation urbaine.
- L'amélioration des qualifications et des compétences.
- L'égalité.
- La pauvreté et l'inclusion sociale.

L'Analyse stratégique de la politique énergétique doit prendre acte que ses propositions comportent une **perspective égalitaire** et préciser clairement **les implications pour différents groupes tels que les personnes âgées, les pauvres et les femmes. Si les prix augmentent, de plus en plus de ménages vont se retrouver en situation de pauvreté énergétique, incapables de payer leurs factures et de chauffer leur logement.** Les femmes âgées sont particulièrement vulnérables. **La Commission doit par conséquent préparer une analyse exhaustive des implications, suivie d'une Communication énonçant les mesures transitoires requises pour protéger les citoyens vulnérables.**

L'Analyse stratégique de la politique énergétique doit nous aider à faire des choix en connaissance de cause qui optimisent la création d'emplois et mettent l'Europe sur la voie du développement durable.

Solidarité – empêcher les crises dans l'approvisionnement en énergie

La FSESP est convaincue de la nécessité de capacités de production supplémentaires afin de prévenir la survenance de crises de l'approvisionnement, et non pas en tant que condition nécessaire de l'avènement d'un marché concurrentiel. C'est pour cette raison que nous voudrions voir se développer les interconnexions des réseaux d'électricité ainsi que des réseaux de gaz. Nous ne prônons pas l'interconnexion dans le seul but de créer un marché concurrentiel, comme nous l'expliquons plus haut.

La FSESP voudrait aussi voir se développer la production locale d'énergie. Elle estime que la dépendance de l'Union européenne en matière d'approvisionnement est une politique plus coûteuse et, en fin de compte, plus dispendieuse que l'adoption de mesures de réduction de

⁵ Position de la FSESP sur les projets de directives sur la sécurité nucléaire : <http://www.epsu.org/a/383>

la demande. Tout cela nécessitera des investissements substantiels ainsi qu'un cadre réglementaire fort pour garantir des règles de fonctionnement équitables ainsi que la réalisation des objectifs publics.

La FSESP a la conviction que l'Union européenne doit absolument disposer de travailleurs qualifiés en nombre suffisant pour pouvoir remplir ses obligations en matière de fourniture d'énergie. La Commission devrait par conséquent s'attaquer à la pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée dans les États membres.

Si un régulateur européen devait voir le jour sur la base d'un contrôle démocratique et d'une participation des partenaires sociaux et des autres parties intéressées, une de ses missions fondamentales consisterait à faire en sorte que les entreprises investissent dans la formation et le perfectionnement du personnel ainsi que dans la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie. Il est essentiel que l'Union européenne ait une stratégie qui lui permette de développer l'emploi et la formation et de mettre à profit les opportunités économiques du passage à une économie à faible émission de carbone. Le régulateur surveille les progrès réalisés sur la voie d'une économie à faible émission de carbone. Le bien-être des citoyens de l'Union européenne doit être une préoccupation majeure du régulateur; il/elle doit aussi veiller à ce que l'Union européenne reconnaisse l'importance des droits humains et syndicaux dans ses relations avec les États extérieurs.

Développement durable

La FSESP est persuadée que le changement climatique est la menace la plus grave pour la planète. Des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter le chaos. Le fait que le Livre vert semble accorder la même importance aux objectifs de protection de l'environnement, de compétitivité et de sécurité de l'approvisionnement nous inquiète. La FSESP estime par conséquent que l'Union européenne devrait donner la priorité aux mesures requises pour influencer directement sur le changement climatique plutôt que d'exhorter à la mise en place d'un marché de l'énergie concurrentiel. Comme nous l'avons vu auparavant, le marché intérieur n'offrira pas le climat d'investissement stable nécessaire aux solutions à long terme et aux nouvelles technologies.

La FSESP est convaincue que la réduction de la demande d'énergie est l'instrument central de la lutte contre le changement climatique. Par conséquent, l'Union européenne doit adopter des objectifs absolus de réduction de la demande et arrêter des objectifs pour les différents secteurs de l'économie, notamment les ménages, la production électrique et le transport. La Commission européenne devrait examiner l'impact de ces objectifs sur les différentes industries et ce qu'ils impliquent pour l'emploi.

La FSESP se félicite du projet de Plan d'action sur l'efficacité énergétique. L'objectif consistant à réduire l'utilisation d'énergie (= carburant) de 20% d'ici 2020 se justifie, mais il faudrait étudier la possibilité d'objectifs plus ambitieux ainsi que leurs implications (sociales et sur l'emploi) dans les différentes industries et les différents services. Le Plan d'action doit prendre en compte la problématique hommes-femmes.

La Commission doit prendre des mesures pour assurer le bon fonctionnement du **Programme d'échange de quotas d'émission**. La solution est d'offrir aux entreprises des incitants pour qu'elles réalisent des économies, pas d'encourager la poursuite de la pollution. Un élargissement du programme à d'autres secteurs devrait être rapidement entrepris (transports, ménages,...). D'autres gaz à effet de serre doivent être pris en considération.

Les Programmes d'échange de quotas d'émission devraient s'accompagner de plans pour l'emploi.⁶

La FSESP est convaincue de la nécessité d'envisager la création d'un Fonds européen d'investissement dans les énergies propres. Les pays qui manquent de capitaux et, de ce fait, progressent lentement sur la voie de l'adoption de ces technologies, pourraient prétendre à une aide financière par le biais de ce fonds. La FSESP se félicite de l'annonce de la Commission européenne en faveur des technologies de piégeage et de stockage du CO₂.

Toutefois, la FSESP est convaincue que la solution la plus efficace pour prévenir les pires effets du changement climatique consiste à changer fondamentalement notre mode de vie. Un bon point de départ consisterait à utiliser des véhicules moins gourmands en carburant et qui rejettent moins de CO₂. Nous devons replacer ces considérations dans le contexte plus large d'un changement de conception de la ville pour en faire un lieu vivable et durable offrant de meilleures possibilités en matière d'emploi, de loisirs et d'achats. Ce faisant, on améliorera la qualité de la vie de tous.

Politique extérieure

Un aspect de la dépendance de l'Union européenne de l'approvisionnement extérieur qui a été négligé est celui consistant à savoir comment la société, et plus spécialement les secteurs et groupes vulnérables qui la composent seront affectés.

Les réserves de pétrole et de gaz sont essentiellement situées hors de l'Union européenne, souvent dans des pays politiquement instables et qui pourraient être hostiles. Nous pouvons nous attendre à un long cycle de prix élevés, favorable aux pays producteurs, mais défavorable aux consommateurs, en particulier à ceux à bas revenu. Les usagers privés à faible revenu seront durement affectés. Des tarifs préférentiels et autres formes d'assistance sociale, pour l'isolation des foyers par exemple, devraient être prévus. Ces réflexions doivent se refléter dans l'Analyse stratégique de la politique énergétique.

L'Union européenne doit s'abstenir de favoriser les contrats d'approvisionnement avec des régimes dictatoriaux ou de défendre les entreprises européennes qui les souscrivent.

La FSESP est consciente que les États membres de l'Union européenne doivent s'employer à diversifier leurs sources de combustibles (fossiles) de façon que l'Union européenne soit moins dépendante des importations et des crises locales. La construction de nouveaux oléoducs et gazoducs y contribue, de même que les terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL).⁷

La politique énergétique extérieure contrariée par le marché intérieur

La FSESP convient que l'Union européenne devrait avoir une politique énergétique extérieure commune pour lui permettre de parler d'une seule voix. En fait, la création d'un marché unique concurrentiel pourrait aller à l'encontre des intérêts d'une Union européenne désireuse de parler d'une seule voix dans ses relations extérieures dans le domaine de

⁶ Position de la FSESP sur les propositions relatives au programme d'échange de quotas d'émission et à l'emploi : <http://www.epsu.org/a/90>

⁷ Et, une fois encore, des choix sont à faire : l'investissement dans des terminaux gaziers est en concurrence avec l'investissement dans le nucléaire ou dans les sources d'énergie renouvelables.

l'énergie. Elle ne servirait qu'à souligner les conflits d'intérêts et d'objectifs de compagnies d'énergie présentes sur le marché de l'Union européenne élargie.

La concurrence pour des réserves de combustibles finies va s'intensifier avec des pays en développement soucieux d'améliorer leurs niveaux de vie, comme la Chine et l'Inde, et aussi ceux du continent africain. Il est donc important que les relations entre l'Union européenne et d'autres régions du monde évoluent dans un sens positif. Un dialogue et un partenariat avec l'Union européenne et d'autres régions sont essentiels. Les syndicats et la société civile doivent aussi avoir leur place dans ces dialogues. Jusqu'à présent, la Commission européenne y a associé les entreprises, mais pas les organisations syndicales.

La FSESP a critiqué le Traité de l'énergie de l'ESE pour son absence de contrôle démocratique et son manque de dimension sociale. **Afin de faciliter les dialogues, il y aurait lieu de conclure un pacte mondial de l'énergie durable avec tous les pays qui souscrivent à l'adoption de technologies d'énergies propres et renouvelables et à la promotion de l'efficacité énergétique.**

La FSESP est intimement convaincue que l'adoption d'un pacte mondial de l'énergie durable est un élément clé de la politique énergétique extérieure de l'Union européenne. Il doit se fonder sur la promotion de la démocratie et des droits humains et syndicaux tels que les définit l'OIT. La bonne gouvernance dans les pays fournisseurs de l'Union européenne, respectueux de la démocratie sur le lieu de travail et du rôle du dialogue social, est également essentielle à des relations professionnelles harmonieuses et pour assurer la transparence et contrer la menace de la corruption.

La FSESP est convaincue que la promotion de technologies propres et renouvelables dans le monde entier est un élément essentiel de l'aide au développement de régions telles que l'Afrique subsaharienne, où l'accès à l'énergie et à l'eau pure est fortement limité ou totalement inexistant. Par conséquent, nous ne pouvons accepter la proposition du Livre vert suivant laquelle "des dispositions renforcées et basées sur les mécanismes du marché concernant les questions d'énergie et de commerce en relation avec l'énergie seraient ainsi incorporées dans les accords existants et futurs entre l'Union européenne et les pays tiers". La FSESP estime que les accords avec des pays tiers devraient reposer sur le dialogue ouvert et la négociation. L'Union européenne ne doit pas imposer de conditions strictes aux négociations qui auraient pour effet d'affaiblir la position des pays en développement.

Conclusion

La FSESP est favorable à beaucoup de propositions du Livre vert consistant à renforcer la sécurité et la pérennité de l'approvisionnement. Nous estimons que l'adoption de technologies énergétiques propres et respectueuses du climat doit être un objectif fondamental de l'Union européenne et nous sommes convaincus que l'Union européenne a le devoir de les promouvoir au-delà de ses frontières. La FSESP ne pense pas que le marché intérieur de l'électricité et du gaz soit la meilleure et la seule solution. La FSESP regrette que la Commission européenne ne se soit pas demandée comment elle peut faire en sorte que la politique européenne de l'énergie soit soumise à un contrôle démocratique ferme. La FSESP est déçue par le fait que le Livre vert ne tienne pas compte de la dimension sociale de la politique énergétique. La FSESP invite instamment la Commission à accorder un rôle primordial aux partenaires sociaux et à l'adoption de normes sociales fondamentales dans tous les accords internationaux;

La promotion de l'emploi et la protection de l'environnement devraient être des objectifs fondamentaux de l'Union européenne. L'adoption de nouvelles technologies offre des perspectives d'accroissement de l'emploi, ce que devrait faire mieux ressortir le suivi du Livre vert. Cela est important, non seulement pour l'Union européenne, mais aussi pour les pays

en développement. La FSESP est convaincue que des emplois de qualité, de bonnes normes sociales et un rôle essentiel pour les partenaires sociaux doivent être les éléments centraux du suivi du Livre vert.

CB/PUT 27 Sept/76 Green Paper/it 76 FR Drft position on Green paper